

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/CSS/W/53  
14 mars 2001

(01-1410)

Conseil du commerce des services  
Session extraordinaire

Original: anglais/  
français

## COMMUNICATION DU CANADA

### Proposition initiale en vue des négociations - Services de télécommunication

La délégation du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

1. Le Canada se réserve le droit de modifier cette proposition à n'importe quel moment. Celle-ci ne préjuge pas de la position du Canada à l'égard d'autres secteurs des services, modes de prestation ou enjeux horizontaux, ni de toute demande ou offre future relative à ces secteurs ou modes de prestation, ni à d'autres que ceux-ci. Cette proposition doit être lu à l'aune des principes et objectifs énoncés dans la proposition initiale de négociation du Canada.

#### A. INTRODUCTION

2. Le rythme rapide auquel la technologie évolue dans le domaine de la fourniture de services de télécommunication est en voie de transformer les économies et les sociétés. Dans les pays comme le Canada qui ont libéralisé le marché des services de télécommunication, les prix ont chuté et de nouveaux services destinés aux particuliers et aux entreprises ont rapidement fait leur apparition. La création de services de télécommunication innovateurs et de grande qualité offerts à prix abordable à un vaste public représente un défi important pour de nombreux membres de l'Organisation mondiale du commerce.

3. Les pouvoirs publics étant plus conscients que jamais que la compétitivité est de plus en plus tributaire de l'existence de services de télécommunication innovateurs et rentables, on a assisté à la déréglementation de ce secteur et à la libéralisation de l'environnement international des échanges commerciaux, y compris très récemment dans le cadre de l'Accord sur les télécommunications de base, conclu en 1997. Dans de nombreux pays, y compris au Canada, ce qui caractérise aujourd'hui le marché des services de télécommunication, c'est la disparition des monopoles au profit d'une concurrence dynamique, entre autres de la part de fournisseurs étrangers.

4. Comme beaucoup d'autres pays, le Canada a mis en place un régime de réglementation conçu pour stimuler la concurrence tout en faisant en sorte que les citoyens aient accès à des services de télécommunication à des prix abordables. Par conséquent, ses prix y sont parmi les plus bas au monde et les taux globaux de pénétration du téléphone, parmi les plus élevés. Pratiquement tous les citoyens et toutes les entreprises ont accès à Internet à des prix qui sont parmi les plus faibles au monde, et au moins les trois quarts de la population pourra bientôt y avoir accès au moyen d'un service haute vitesse. L'expansion du commerce électronique est de ce fait favorisée. Les pays qui libéraliseront leur marché des services de tél écommunication pourront s'attendre à retirer d'importants avantages économiques et sociaux de nature semblable.

./.

5. À mesure que se poursuivra et s'étendra la libéralisation des marchés, le marché international des services de télécommunication continuera de connaître une expansion rapide, pour le bien de tous les membres de l'OMC. Au Canada, ce secteur affiche une croissance trois fois plus grande que celle de l'économie dans son ensemble, et la libéralisation des marchés internationaux des télécommunications a créé des débouchés à l'étranger pour les fournisseurs canadiens. Le Canada possède en outre un secteur du matériel de télécommunication très évolué, qui a vu ses possibilités d'exportation se multiplier parce que les marchés libéralisés doivent effectuer des investissements dans les infrastructures pour instaurer de nouveaux services et étendre les services existants.

B. PROPOSITION

6. Le Canada est partisan de la libéralisation des marchés des services de télécommunication. Il encourage vivement les membres qui n'ont pas contracté d'engagements dans le domaine des télécommunications de base ou des télécommunications à valeur ajoutée, ou qui ont pris des engagements limités ou assortis de longues périodes de mise en oeuvre progressive, à prendre des engagements et à accélérer la libéralisation.

---